

Communiqué de Presse 15 septembre 2023

Apprentissage, quel avenir pour la formation professionnelle des jeunes en France ?

Malgré les nombreuses alertes de l'ensemble des acteurs de l'apprentissage, le Gouvernement met en danger l'avenir de l'apprentissage par une politique indéchiffrable de financement à la baisse. L'enjeu est pourtant de ne pas casser une réforme historique de l'apprentissage qui fonctionne, et qui permet aujourd'hui à 900 000 jeunes par an de s'insérer professionnellement.

Le décret du 7 septembre dernier actant la révision des niveaux de prise en charge de l'apprentissage, la publication des valeurs dites de carence, et celle du référentiel unique de France compétences, interrogent pour de nombreux parcours et métiers. Ces documents publiés sans aucun éclairage des pouvoirs publics ont créé une grande confusion parmi les acteurs de l'apprentissage, qui ont craint une baisse des niveaux de prise en charge largement supérieure à celle annoncée en juillet.

Par ailleurs, cette deuxième révision en 12 mois, dans un contexte inflationniste, entraîne des baisses cumulées de financement à hauteur de 20% pour de nombreuses formations. Notre fédération exprime sa profonde inquiétude quant aux conséquences pour la rentrée en 2024 : une réduction des dépenses d'investissement des CFA et donc un risque sur la qualité des plateaux techniques et des formations, la fermeture de classes et donc la disparition de savoir-faire et de métiers, des jeunes privés de formation près de chez eux dans les territoires, notamment les plus ruraux, des entreprises qui pourraient ne plus recruter en apprentissage les compétences dont elles ont besoin.

La politique de révision du financement de l'apprentissage est devenue complètement illisible et incohérente. La méthode appliquée par France compétences, trop complexe, ainsi que le calendrier des révisions n'apportent pas la stabilité requise pour répondre à l'objectif de croissance de l'apprentissage voulu par le Président de la République.

Notre fédération appelle le Gouvernement à clarifier la méthode et le fonctionnement de la fixation des niveaux de prise en charge appliqués par France compétences, et demande de lancer une large concertation avec l'ensemble des acteurs de l'apprentissage pour repenser le financement de l'apprentissage pour l'avenir.

« L'incompréhension est générale. La communication du Gouvernement avec les acteurs du secteur n'a pas permis de comprendre les choix opérés, qui nous semblent alors ne pas tenir compte des besoins en compétences des entreprises et des tensions de recrutement sur le marché du travail et dans les territoires. La formation professionnelle n'est pas une dépense mais un investissement pour l'avenir de la jeunesse et des métiers. Nous avons d'autant plus besoin de nos jeunes et de nos métiers pour réussir les transitions environnementale, économique, démographique auxquelles le pays fait face. Je suis très inquiet quand j'entends des CFA me dire qu'ils vont être contraints de fermer certaines formations. Mais je continue à croire qu'il est encore possible de rectifier le tir. » **Christopher Sullivan, Président des Acteurs de la Compétence**

Contact Presse : Naïs Laurandel nlaurandel@lesacteursdelacompetence.fr / 06.32.75.02.47

Les Acteurs de la Compétence est la première organisation professionnelle qui fédère et représente plus de 1350 entreprises de formation et du développement des compétences. Depuis 1991 au service de la représentation et de la promotion du développement des compétences, Les Acteurs de la Compétence placent au cœur de leur action, le développement du professionnalisme. Acteur majeur du secteur (avec un chiffre d'affaires cumulé de plus de 3 milliards

d'euros par an), la fédération agit au plus près des réseaux de décideurs et participe à la détermination des grandes orientations de la formation professionnelle.